

« TENDANCES DE L'ORIENT »

La Syrie et les illusions dominatrices d'Israël

par Pierre Khalaf

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 14 MAI 2013



La Syrie et les illusions dominatrices d'Israël

Par Ghaleb Kandil

Les centres de recherche israéliens ont estimé que les événements en Syrie ont imposé des changements stratégiques en faveur d'Israël. Les dirigeants sionistes se sont imaginés avoir éliminé les résultats des victoires de la Résistance au Liban et en Palestine, qui a imposé de nouvelles équations dissuasives stratégiques, surtout depuis la défaite d'Israël, en 2006.

Conformément à cette évaluation, les services israéliens se sont impliqués dans la guerre contre la Syrie en exécutant des opérations de sabotage contre le système de défense nationale syrien, et ont directement appuyé les groupes terroristes dans l'hinterland syrien. Dans le même temps, les troupes israéliennes s'activaient ouvertement sur la ligne de démarcation au Golan pour

apporter des facilités aux terroristes et leur offrir une protection. En coordination avec leurs amis émiratis, qataris, saoudiens et jordaniens, les Israéliens sont devenus des partenaires à part entière dans l'agression contre la Syrie, après s'être réconciliés avec la Turquie, sous le parrainage du président US Barak Obama. Les chambres d'opération installées sur le territoire turc jouent un rôle de premier plan dans la destruction de la Syrie.

C'est dans ce climat que les dirigeants israéliens ont organisé une série de manœuvres et d'entraînement militaires dans des buts offensifs contre le Liban et la Syrie et ont mené des exercices conjoint avec des troupes turques, jordaniennes et de pays du Golfe, avec la participation de troupes de l'Otan. Les prémices d'une vaste intervention militaire en Syrie sont apparus à l'horizon, après l'exhumation du prétexte des armes chimiques.

Cependant, la Syrie, grâce à son armée et à ses alliances régionales et internationales, a fait montre d'une grande immunité et résilience face aux projets d'intervention militaires. L'Occident et ses auxiliaires sont alors passés à une autre forme d'agression, et les raids aériens israéliens contre Damas ont constitué un test sur les capacités d'Israël à intervenir d'une manière permanente en Syrie sous une couverture US offerte par Obama en personne. Une sorte de guerre par procuration, car les Etats-Unis sont incapables de s'aventurer dans de nouveaux conflits après leur défaite en Irak et en Afghanistan. D'ailleurs, à cause des nouveaux rapports de force, Washington est plus enclin à conclure des compromis et à accepter l'accord de Genève sans conditions préalables.

La réponse stratégique syrienne aux raids israéliens va renforcer les rapports de forces au détriment d'Israël. La situation sera encore plus favorable pour l'Axe de la Résistance qu'elle ne l'était avant le début de la guerre mondiale contre la Syrie, il y a deux ans. Cette riposte se base sur le concept qui consiste à transformer la menace en opportunité, comme l'a si bien dit le leader de la Résistance, sayyed Hassan Nasrallah. Cette réponse repose sur des changements structurels des équilibres qui sous-tendent le conflit israélo-arabe :

- ▶ 1. Renforcement des capacités de dissuasion de la Résistance, après la décision syrienne de lui fournir des armes qualitatives, capables de changer le rapport de force avec Israël.

- ▶ 2. Lancement d'une résistance populaire pour la libération du Golan, qui bénéficiera de l'expérience, du soutien et des capacités de la Résistance libanaise.
- ▶ 3. Les instructions données aux forces stratégiques syriennes de riposter immédiatement, sans besoin de revenir au commandement suprême, à toute nouvelle agression israélienne.
- ▶ 4. La riposte syrienne a pavé la voie à une nouvelle ère dans la lutte nationale armée du peuple palestinien, à travers l'ouverture du front du Golan.

Dans une tentative désespérée de freiner ces changements dans les rapports de force, la Turquie est entrée en lice. Ankara tente d'instrumentaliser les attentats de la localité de Rihaniya, accusant la Syrie d'en être responsable, avant même la fin de l'enquête. Cette action montre que la coordination entre la Turquie et Israël a atteint des niveaux élevés. Mais là aussi, la riposte de l'Axe de la Résistance et de ses alliés était rapide. La Russie a très vite réagi en affirmant que les accusations contre la Syrie visent à torpiller la conférence internationale sur la Syrie, convenu entre Moscou et Washington.

Puis le ministre syrien de l'Information a accusé le gouvernement turc d'avoir transformé les régions frontalières en sanctuaire pour le terrorisme international. Ankara facilite le trafic d'armes, d'explosifs, de voitures piégées, d'argent et de criminels à destination de la Syrie. Par conséquent, a ajouté Omrane al-Zohbi, le gouvernement turc et son chef assument une responsabilité directe, politique et morale, vis-à-vis des peuples turc et syrien, dans les violences qu'ils subissent. « *La Syrie n'a pas commis et ne commettra jamais un tel acte car nos valeurs ne nous le permettent pas* », a assuré le ministre, appelant au départ du Premier ministre turc Recep Tayyeb Erdogan, responsable, selon lui, des malheurs qui frappent la Syrie.

Déclarations et prises de positions

Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah

« *Les Israéliens avaient de multiples objectifs à travers le raid*

contre la Syrie. Parmi ces objectifs, écarter la Syrie de l'équation du conflit arabo-israélien et de la faire sortir de l'Axe de la Résistance. Tout le monde connaît l'ampleur de l'aide syrienne aux mouvements de la Résistance libanaise et palestinienne. Les dirigeants de la Résistance palestinienne reconnaissent en coulisses qu'aucun gouvernement arabe ne les a aidés comme l'a fait le régime du président Bachar el-Assad. Les Israéliens veulent isoler la Résistance au Liban et en Palestine. Ils veulent interdire l'acheminement de toute aide au Hezbollah. Les Israéliens disaient qu'ils empêcheraient le développement des capacités du Hezbollah. Ils ont bombardé Damas pour dire à la Syrie que la poursuite de l'acheminement d'aides à la résistance signifie la chute du régime. Le véritable objectif sioniste est donc de faire fléchir la Syrie et son peuple, et de l'exclure de l'équation du conflit arabo-israélien. Normalement, le pouvoir en Syrie devrait œuvrer pour faire échouer les objectifs de l'offensive israélienne, ou encore d'asséner un coup plus dur encore à l'ennemi. Quelle fut la riposte de la Syrie ?

► 1. *La Syrie a dit qu'elle allait continuer à offrir de l'aide à la résistance, et c'est une importante décision stratégique. La Syrie a même dit qu'elle allait offrir des armes plus sophistiquées aux mouvements de la résistance. Citez le nom d'un autre régime arabe qui accepte d'offrir un simple fusil à cette résistance. Cette décision est en réalité plus importante que la riposte militaire. La Syrie, en pleine guerre internationale, et frappée par plusieurs raids sionistes, campe sur sa position et annonce qu'elle allait fournir d'aides supplémentaires à cette résistance.*

► 2. *La deuxième réponse stratégique fut l'annonce de l'ouverture du front du Golan à la résistance populaire contre Israël. Depuis toujours, certains demandaient à ce que la Syrie ouvre son front face à l'occupation israélienne, au lieu de se contenter de soutenir le Liban dans sa guerre contre Israël. La Syrie est un grand pays ayant ses propres intérêts et ses propres calculs, donc, l'ouverture du front du Golan était une question très compliquée. Mais suite à cette offensive sioniste, la Syrie a su comment transformer la menace en opportunité et a fait la grande annonce sur le Golan. Dorénavant, la Résistance populaire sera active en Syrie. Les Israéliens ont été terrifiés par les informations faisant état de l'activation des lance-missiles qui ont été pointées en direction de*

l'entité sioniste. Qui parmi les régimes arabes osent prendre des mesures pareilles ? Nous, au Hezbollah, annonçons être prêts à recevoir toute sorte d'armes pour défendre les lieux saints et nos terres même si ces armes cassaient l'équilibre de la terreur dans la région. Nous sommes aussi prêts à soutenir matériellement et militairement la Résistance populaire dans le Golan. Cette politique syrienne démontre la sagesse et la force du commandement syrien, surtout à travers sa réaction calme à la frappe israélienne. Le calme, le rationalisme, et la bonne décision sont les facteurs qui ont permis et qui permettront la réalisation des grands objectifs. À ceux qui veulent restituer aux Palestiniens leurs droits, sachez que seule la Résistance est capable de le faire. Au peuple palestinien je dis : Vous ne trouverez personne à vos côtés autre que ceux qui étaient à vos côtés depuis des dizaines d'années. Ce qui se passe en Syrie est la bataille de la Palestine et d'al-Qods. Les pays arabo-islamiques sont appelés à trouver une solution avant de recevoir les directives américaines, parce que la poursuite de la bataille ne fera que perdurer l'effusion du sang. Deux mots sur le Liban : Nous voulons que le gouvernement se forme le plus rapidement possible, et que les élections se tiennent dans leur délai prévu. De nombreuses parties ont été déçues et surprises face au changement radical de la situation dans la région, contrairement à leurs attentes. »

Béchara Raï, patriarche maronite

« J'en appelle à la communauté internationale et je dis aux pays qui attisent les flammes en Syrie : cessez de soutenir et de financer les massacres, et arrêtez d'armer le terrorisme et de déstabiliser ce pays. »

Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères

« La Russie vend des missiles depuis longtemps à la Syrie, elle a signé des contrats et est en train de finaliser les livraisons en vertu des contrats signés. Ceci n'est interdit par aucun accord international. Il s'agit d'une arme défensive pour que la Syrie, qui est le pays importateur, ait la possibilité de se défendre contre des frappes aériennes. »

Fayçal al-Moqdad, vice-ministre syrien des Affaires étrangères

« Instruction a été donnée de répondre immédiatement à toute nouvelle attaque israélienne. Nos représailles contre Israël seront dures et douloureuses. Israël doit le savoir. En aucun cas la Syrie ne permettra que les attaques israéliennes se reproduisent. Les affirmations d'Israël selon lesquelles les frappes visaient le Hezbollah et l'Iran sont un mensonge. Il n'y pas d'Iran et de Hezbollah. Il n'y pas de voitures qui transféraient des armes. avec le Premier ministre Benjamin Netanyahu, il a répondu : "Je pense que le président Vladimir Poutine a dû dire a Benyamin Netanyahu lors de leur entretien téléphonique : 'assez c'est assez'. Ces attaques mettent en danger toute la situation au Proche-Orient et ce type d'action doit cesser (...) La Syrie est prête à accueillir immédiatement la commission d'enquête de l'Onu sur les armes chimiques, et affirmer le contraire est un mensonge. Nous étions prêts et nous sommes toujours prêts maintenant, à cette minute, à accueillir la délégation. Nous avons ajouté que si l'enquête à Khan al-Assal s'avérait professionnelle, honnête, neutre nous serions d'accord pour examiner les autres cas. »

Michel Aoun, leader du Courant patriotique libre

« L'agression israélienne contre la Syrie est une déclaration de guerre car elle intervient après 40 ans d'armistice. Que fait l'Onu pour faire cesser les violations israéliennes de l'espace aérien libanais. On dit que cent milliards de dollars ont déjà été versés aux rebelles syriens. Que l'on nous donne 1 % de cette somme pour aider les réfugiés. Cela fera quand même un milliard de dollars (...) Nous exigeons une représentation équitable pour toutes les communautés au Liban, car une représentation non équitable constitue une agression contre la communauté visée. En présentant le projet orthodoxe, notre bloc n'a voulu attaquer personne, mais simplement améliorer la représentation des chrétiens, ceux-ci étant menacés de marginalisation et de mainmise sur leurs droits. »

Mohammad Rachid Kabbani, mufti sunnite de la République libanaise

« L'agression sioniste constitue l'exemple le plus clair du terrorisme sioniste mondial ainsi qu'une violation flagrante de la souveraineté des États, de leur territoire, et de leur espace aérien. »

Ghazi Aridi, ministre des Travaux publics (bloc de Walid Joumblatt)

« Nous traversons une période très critique qui aura un impact sur le Liban. Nous devons agir de façon à protéger le Liban sans quoi nous paierons tous le prix de nos erreurs et personne ne sortira gagnant de cette crise. En tant que membres du Front de lutte nationale, nous appelons à un consensus sur la formation d'un gouvernement et l'adoption d'une nouvelle loi électorale. Si les intentions sont bonnes, alors nous aboutirons à un accord concernant ces deux sujets. Nous voterons contre la proposition orthodoxe au Parlement. »

Fouad Siniora, ancien Premier ministre

« Il sera difficile de former un gouvernement avec des partis dont des membres se battent en territoire syrien. Les développements militaires et sécuritaires en Syrie constituent pour nous et pour le peuple libanais la source d'inquiétude principale en raison de l'implication importante et déclarée du Hezbollah dans les combats en cours pour protéger le régime tyrannique face à son peuple. La participation massive du Hezbollah dans ces combats constitue une source de grand danger pour le Liban et le peuple libanais à cette étape. »

Alain Marsaud, député des français de l'étranger

« Qu'elle cohérence aurait une politique française qui soutiendrait à Damas les islamistes qu'elle combat à Tombouctou. Lever l'embargo sur les armes à destination de l'opposition en Syrie reviendrait à armer une rébellion dont on méconnaît la couleur. C'est prendre le risque de tomber de Charybde en Scylla. Je suis partisan d'une solution politique, mais j'espère plus de résultats de la diplomatie russe que d'une quelconque action de la France. Celle-ci, par sa prise de position contre le régime de Bachar el-Assad, a perdu l'opportunité de jouer son rôle d'arbitre. Les soupçons sur l'utilisation d'armes chimiques, d'un côté comme de l'autre, ne font qu'ajouter à la complexité de la situation. La situation de la France en Syrie reste inextricable. Je n'ai pas de solution miracle. »

Événements

• L'explosion de plusieurs voitures piégées a fait plus de 46 morts et des dizaines de blessés samedi à Reyhanli dans le sud-est de la Turquie, près de la frontière syrienne, a déclaré le ministre de la Justice, Sadullah Ergin. « *Le nombre de victimes dépasse les 100 pour le moment. Le nombre de blessés augmente* », a dit le ministre à la chaîne de télévision turque NTV. Pour le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, ces explosions ont peut-être partie liée avec les événements en Syrie ou bien visent à protester contre le processus de paix entre l'État turc et les séparatistes kurdes. « *Nous entrons dans des périodes délicates, nous avons ouvert une nouvelle page, le processus de résolution de la question kurde. Il se pourrait bien que ceux qui ne peuvent pas supporter cette nouvelle ère (...) se livrent à de tels actes* », a-t-il dit. « *Autre question sensible, la province de Hatay (où ont eu lieu les explosions) est située à la frontière avec la Syrie, et ces actes pourraient avoir été commis pour fragiliser la situation* », a-t-il continué.

• Le célèbre scientifique britannique Stephen Hawking a refusé de participer à une conférence en Israël et a rallié un mouvement de boycott universitaire dénonçant l'occupation des territoires palestiniens, indique l'université de Cambridge, mercredi. Le scientifique, spécialiste de la cosmologie dont les travaux sur les trous noirs lui ont valu une reconnaissance internationale, devait s'exprimer en juin lors d'une prestigieuse réunion à laquelle plusieurs centaines de personnalités doivent participer. Son nom a été discrètement retiré cette semaine de la liste des participants, une décision favorablement accueillie par les organisations pro-palestiniennes qui souhaitent isoler Israël sur la scène internationale.

• M. Daniel Chéaïb a répondu aux propos de l'ambassadeur de Turquie au Liban, Inan Ozyildiz, qui avait estimé que les familles des otages libanais détenus avaient en Syrie « *dépassé les limites* ». « *Une personne comme l'ambassadeur de Turquie, qui représente un pays terroriste qui parraine les enlèvements, le terrorisme, les crimes sanglants et qui encourage l'effusion de sang entre Syriens,*

n'a pas le droit de tenir de tels propos, a dit M. Chéaïb. *L'ambassadeur semble vivre encore à l'ère ottomane. Il ferait mieux de se taire. Il est une personne indésirable et la Turquie va payer le prix du rapt des Libanais* ». Les familles des pèlerins, enlevés depuis bientôt un an en Syrie, ont empêché vendredi les employés de la compagnie d'aviation turque Pegasus d'accéder à leur bureau, dans l'ouest de Beyrouth, pour protester contre les critiques de l'ambassadeur turc formulées à leur adresse.

- Le procureur suisse Carla del Ponte, membre de la Commission d'enquête internationale indépendante sur la Syrie a affirmé dimanche soir en italien à la chaîne de télévision publique suisse du Tessin, avoir vu un rapport sur « *des témoignages recueillis concernant l'utilisation d'armes chimiques, en particulier de gaz neurotoxique, par les opposants et non par le gouvernement* ». Elle a parlé de « *forts soupçons, de soupçons concrets" et estimé que ce n'était pas "surprenant* » que les rebelles aient utilisé du gaz sarin « *car des combattants étrangers se sont infiltrés parmi les opposants* ».

- Six étrangers, dont quatre Saoudiens, ont été arrêtés après un attentat contre une église d'Arusha, dans le nord de la Tanzanie qui a fait, lundi dernier, deux morts et une trentaine de blessés. C'est le premier attentat de ce type contre une église en Tanzanie. Le président tanzanien Jakaya Kikwete l'a qualifié d'« *acte terroriste* ».

Revue de presse

As-Safir (Quotidien libanais proche de la majorité, 10 mai 2013)

Imad Marmal

L'option de la composition d'un gouvernement de fait accompli est de nouveau renflouée chez les milieux du Premier ministre désigné, d'autant que le nœud du tiers de garantie l'a emporté sur les tentatives de dégager un compromis et d'arrondir les angles. Selon des sources éminentes du 8-Mars, une telle mesure serait susceptible de provoquer une grave crise sur le plan politique et national. Tammam Salam ne s'est pas contenté d'opposer une fin

de non-recevoir aux revendications du Courant patriotique libre et des forces du 8-Mars et d'adopter en contrepartie les demandes formulées par le 14-Mars, il est allé jusqu'à brandir implicitement le spectre de la mise sur pied d'un gouvernement de fait accompli en annonçant qu'il « *n'attendra pas longtemps pour constituer le gouvernement* ».

Al-Akhbar (Quotidien libanais proche de la majorité, 10 mai 2013)

Nicolas Nassif

Après le départ à la retraite début mai de trois de ses six membres, le Conseil militaire de l'Armée libanaise est désormais dans l'incapacité de se réunir faute de quorum, paralysant ainsi toute décision au niveau de l'armée.

Le Conseil militaire ne compte plus que le commandant en chef de l'armée, le général Jean Kahwagi, le chef d'état-major, le général Walid Salman, et le secrétaire général du Conseil supérieur de défense, le général Mohammad Kheir.

Conformément à l'article 28 de la loi sur la défense nationale, le Conseil militaire ne peut se réunir qu'en la présence d'au moins cinq de ses membres.

En l'absence d'un Conseil militaire, l'armée est complètement paralysée à tous les niveaux. Cette situation affectera notamment son financement, son armement et sa capacité de mobilisation. Cette situation pousserait le général Kahwagi à demander à assumer le rôle et les prérogatives du Conseil militaire afin d'éviter toute paralysie de l'institution militaire.

M. Kahwagi a ainsi envoyé une lettre au ministre démissionnaire de la Défense Fayez Ghosn, lui expliquant la situation qui l'a à son tour transmise au gouvernement.

Si les prérogatives du Conseil militaire sont transmises au commandant en chef de l'armée, cette situation créera un précédent. En effet, depuis sa formation en 1978, le Conseil militaire assure une représentation des communautés principales et évite ainsi que le chef de l'armée ne prenne des décisions unilatérales.

M. Kahwagi n'a pas explicitement demandé que les prérogatives du Conseil militaire lui soient transmises, mais il a noté que le

gouvernement démissionnaire ne pouvait procéder à la nomination de trois nouveaux membres au Conseil militaire. Il a par ailleurs appelé les autorités à prendre les mesures nécessaires pour que le Conseil militaire puisse à nouveau se réunir.

Al-Akhbar (10 mai 2013)

Walid Joumblatt n'a toujours pas donné sa réponse définitive à la proposition du Premier ministre désigné, Tammam Salam, de former un gouvernement de fait accompli. Étant donné qu'aucune avancée n'a été possible sur la voie de la constitution d'un gouvernement d'union nationale, les soutiens de M. Salam ont décidé d'appuyer la mise en place d'un gouvernement de fait accompli, qui comptera 16 ministres —et non 24 comme il avait été dit précédemment—. Des sources informées des concertations entre le Premier ministre désigné, le président Michel Sleiman et Walid Joumblatt font état de pressions saoudo-américaines sur Tammam Salam pour qu'il cesse d'attendre d'éventuelles concessions de la part du 8-Mars et forme un gouvernement de fait accompli. Toujours est-il que le député Joumblatt hésite encore à adhérer à un tel choix.

Al-Akhbar (9 mai 2013)

Elie Chalhoub

Un immense sentiment de satisfaction traverse le commandement syrien car « *le monde est en train de changer clairement à cause de l'inquiétude suscitée par l'extrémisme musulmans et les takfiris* ». Les dirigeants syriens pensent avoir tiré profit de nombreux facteurs : le raid israélien, Al-Qaïda et le Front al-Nosra, la rivalité saoudo-qatari, l'ottomanisme qui a marqué le comportement de la Turquie. L'opposition s'est divisée entre ceux qui courent après l'argent qatari et ceux qui sollicitent l'argent saoudien. « *Tout cela a prouvé aux yeux de tous qu'il ne peut y avoir de substitut à l'État syrien* », précisent des sources des visiteurs de Damas, qui rapportent les propos suivants du président Bachar al-Assad : « *La Syrie aurait pu facilement donner satisfaction à son peuple, calmer les esprits et faire plaisir à ses alliés, en tirant quelques missiles sur Israël pour riposter aux raids israéliens. Damas sait qu'Israël ne veut pas la guerre. D'ailleurs, l'équation internationale ne permet pas l'éclatement d'une guerre dont l'État hébreu et Les États-Unis*

ne veulent pas. En tirant quelques missiles, nous aurions obtenu une vengeance tactique, alors que nous voulons une vengeance stratégique, en ouvrant les portes à la résistance et en transformant la Syrie toute entière en pays résistant. Après les raids, nous sommes convaincus que nous combattons l'ennemi et que nous pourchassons ses soldats dans notre pays. » Ces mêmes visiteurs ajoutent que « le président Assad affiche une grande confiance et une satisfaction et a une immense gratitude envers le Hezbollah, son rationalisme, sa solidité et sa loyauté. » « Aussi, avons-nous décidé de tout lui donner, poursuit le chef de l'État syrien selon ses visiteurs. Pour la première fois, nous sentons que nous vivons avec le Hezbollah une communauté de destin. Il n'est pas seulement un allié mais un suppléant que nous aidons dans sa résistance. Aussi, avons-nous décidé de faire un pas en sa direction et nous transformer en État résistant à l'instar du Hezbollah. Pour la Syrie et pour les générations futures ».

Par ailleurs, un haut responsable syrien a qualifié la Turquie d'« État menteur en qui on ne peut avoir confiance. Même au sujet de l'accord conclu entre les Turcs et les Kurdes, nous pensons qu'il ne sera pas mis en œuvre. De toute façon, il y a un différend entre l'armée turque et le Parti de la justice et du développement au sujet de cet accord. »

Al-Hayat (Quotidien à capitaux saoudiens, 10 mai 2013)

Les démarches engagées par l'évêque maronite de Beyrouth Boulos Matar dans le dossier de la loi électorale devront déboucher sur une réunion élargie des leaders chrétiens pour débattre d'une loi électorale mixte qui se substituera au projet du Rassemblement orthodoxe. Des sources du Courant du futur indiquent que Mgr Matar n'aurait vu aucun inconvénient à découper le Liban en 11 mohafazats, dont 4 pour le Mont-Liban, au cas où un tel découpage faciliterait l'entente sur une loi mixte.

Al-Joumhouria (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

(10 mai 2013)

Selon des informations sûres, le Premier ministre désigné, Tammam Salam, s'apprêterait à annoncer, mardi prochain, la composition de son gouvernement de 24 membres qui ne comprendra pas des représentants du 8-Mars.

Les mêmes sources ajoutent que les négociations directes et indirectes entre M. Salam et le 8-Mars n'ont donné aucun résultat et que le climat entre les deux parties était, dernièrement, négatif, les protagonistes étant attachés à leurs positions. Cela a poussé M. Salam à adresser un message aux dirigeants du 8-Mars les informant de son intention d'aller de l'avant dans la formation de son gouvernement, même s'il fallait pour cela envisager l'absence de cette composante de l'Exécutif.

Des sources qui suivent les efforts pour la formation du gouvernement font état de fortes pressions exercées sur M. Salam en ce moment pour le pousser à annoncer la formation d'un gouvernement de fait accompli dans les 48 heures. Mais jusqu'à jeudi soir, il était encore hésitant en raison des doutes exprimés par le président de la Chambre, Nabih Berry, au sujet des centristes, et des propos du secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, qui a posé comme condition la formation d'un gouvernement d'union nationale, ce qui a ramené le dossier gouvernemental à la case départ. Selon certaines informations, le président de la République, Michel Sleiman, ne serait pas enthousiaste à l'idée d'un gouvernement du fait accompli dans les circonstances actuelles.

Al-Joumhouria (9 mai 2013)

L'Armée libanaise a démantelé pendant les fêtes un dangereux réseau terroriste dont l'objectif était d'exécuter des actes criminels pour saper la sécurité et la stabilité du pays. La cellule était composée de quatre individus, libanais et syriens, qui sont actuellement interrogés par les services de renseignements militaires, qui les ont arrêtés à Beyrouth à l'issue d'une longue surveillance.

Des sources de sécurité qui suivent l'enquête ont rapporté que la mission de cette cellule était de mener des opérations terroristes contre des casernes de l'Armée libanaise, en coopération avec des éléments terroristes du Front al-Nosra basés dans le camp palestinien d'Aïn el-Héloué.

L'enquête a montré que les membres de la cellule projetaient de rééditer le scénario des assassinats, comme ceux qu'a connus le Liban ces dernières années. Une série d'hommes politiques et de

responsables sécuritaires figurait sur la liste des cibles de ce groupe dans le but de provoquer des troubles dans la rue chrétienne et musulmane.

Les mêmes sources ajoutent que les éléments terroristes résident à Aïn el-Héloué, à Tripoli et dans la haute montagne de Ersal, et s'employaient à fonder une branche d'al-Nosra dans le camp. Ils ont commencé d'ailleurs les entraînements militaires pour réactiver l'aile militaire d'Al-Qaïda en structurant des groupes adoués par l'organisation-mère.

L'Orient-Le Jour (Quotidien libanais francophone proche du 14-Mars)

Scarlett Haddad (8 mai 2013)

Tout au long de la journée de dimanche, la région était au bord d'un embrasement généralisé, suite au quadruple bombardement israélien de la Syrie. Il a fallu des contacts intensifs et précipités entre Moscou, Washington, New York, Damas, Le Caire et Jérusalem pour que l'escalade qui semblait inévitable soit plus ou moins contrôlée. Si nul ne peut encore dire de quoi l'avenir sera fait, on peut, en tout cas, comprendre un peu mieux ce qui s'est réellement passé.

En dépit des armes, de l'argent et des hommes envoyés en Syrie pour combattre aux côtés de l'opposition, celle-ci était en train de perdre du terrain face aux forces du régime. Ce dernier avait en effet réussi à reprendre le contrôle de la route reliant Lattaquié à Damas via Homs, qui est en quelque sorte l'épine dorsale du pays. Des rapports de centres de recherche commençaient à parler d'un effondrement de l'opposition dans six mois, si rien n'est fait pour l'aider. Une délégation arabe conduite par le Premier ministre du Qatar accompagné du secrétaire général de la Ligue arabe s'est donc rendue aux États-Unis pour demander une intervention directe américaine dans le conflit en Syrie. Mais le président américain Barak Obama, selon des experts, n'a pas été convaincu de la nécessité pour son pays d'intervenir directement. Il a donc clairement exprimé son refus tout en étudiant la possibilité d'envoyer des armes plus efficaces à l'opposition. C'est à ce moment, ajoutent-ils, qu'Israël est intervenu, proposant ses services aux Américains.

Les avions israéliens, qui ont pris soin de ne pas entrer dans l'espace aérien syrien, préférant, violer une fois de plus la souveraineté libanaise, ont ainsi bombardé aux alentours de minuit, dans la nuit de samedi à dimanche, quatre positions syriennes stratégiques autour de Damas : la colline de Qassioun, où, dit-on, sont installées des positions russes et qui fait face au palais présidentiel, le siège de la garde présidentielle, des dépôts d'armes et de munitions et enfin le centre de recherche de Gemraya, le tout dans le secteur de Ghouta qui commande l'entrée de Damas.

Deux heures plus tard, les combattants de l'opposition, ajoutent ces sources, ont mené une quarantaine d'attaques sur plusieurs axes dans la même région, dans le but de prendre d'assaut la capitale, croyant pouvoir profiter de la confusion régnant dans les rangs de l'armée après les bombardements israéliens. Les alliés libanais du régime syrien affirment à cet égard qu'il y a eu bel et bien une coordination entre l'opposition syrienne et les Israéliens et ils en donnent pour preuve l'interview accordée par un des porte-parole de l'opposition Hassan Rastouni à la télévision israélienne dimanche, dans laquelle ce dernier exprime sa joie des bombardements israéliens ajoutant, toujours selon les alliés de Damas, qu'ils interviennent à un moment où l'opposition était proche du désespoir. Lundi, l'opposition s'est empressée de désavouer Hassan Rastouni, mais selon les alliés libanais du régime syrien, ce désaveu est un peu tardif.

En principe donc, le plan était parfait. Mais les problèmes ont commencé lorsqu'il est apparu que l'armée syrienne était bien préparée et avait déplacé discrètement une grande partie de ses forces et de ses munitions. Elle a donc réussi, toujours selon les alliés libanais du régime, à repousser les attaquants, tout en poursuivant son avancée dans la région de Qoussayr et en parvenant à étouffer toute tentative de soulèvement sunnite à Bayda près de Baniyas. En même temps, « *Les Amis de la Syrie* » évoqués par le secrétaire général du Hezbollah dans son dernier discours ont volé à son secours. L'Iran a donné le ton en multipliant les menaces à l'égard d'Israël, maintenant une sorte de flou pour être encore plus inquiétant, en se contentant de dire que « *la résistance répondra* ». Le commandement syrien s'est aussitôt

réuni pour annoncer sa volonté de riposter. Le ministre des AE Walid Moallem a contacté son homologue russe Serguei Lavrov, lequel a contacté son homologue américain John Kerry. Au fur et à mesure que les menaces se précisaient, les médias israéliens ont commencé à changer de ton. Citant d'anciens responsables militaires, ils ont commencé par rappeler que le Hezbollah dispose de quelques 60 000 missiles avant de préciser que 40 % des abris sont utilisables en Israël (...).

Il est ainsi clair que « *le coup de pouce* » israélien à l'opposition, concerté ou non, s'est retourné contre lui et qu'il a fallu une intervention américaine et russe directe pour stopper l'escalade.

Elnashra.com (Site libanais indépendant, 8 mai 2013)

Paula Astih

Les dernières informations sur l'affaire de l'enlèvement de l'évêque syriaque orthodoxe d'Alep, Youhanna Ibrahim, et de l'évêque grec-orthodoxe de la même ville, Boulos Yazigi, indiquent que les deux prélats seraient aux mains d'un groupe appelé *Les Soldats du califat* dans la campagne d'Alep. Des sources de l'opposition syrienne indiquent que ce groupe est encore plus extrémiste qu'Al-Qaïda et ne relève pas de cette organisation. « *Nous avons dépêché des émissaires en Syrie pour s'enquérir du sort des deux évêques et il est apparu qu'ils sont avec ce groupe qui n'a pas dévoilé le but de l'enlèvement ou les revendications pour les libérer* », ajoutent les mêmes sources avant de poursuivre : « *Il n'y a aucun canal de communication avec les ravisseurs en dépit des démarches entreprises dans plusieurs directions* ».

Le 20 janvier dernier, un groupe appelé *La Brigade des soldats du califat islamique* en Syrie s'est fait connaître dans une vidéo postée sur Youtube dans laquelle apparaît un dénommé Abou Ali al-Mouhajer, qui se présente comme le porte-parole, entouré de combattants masqués. Il a annoncé que l'objectif de ce groupe est de répandre le message de l'islam et d'édifier le califat en Syrie. La page facebook des *Soldats du califat* compte 1 234 amis. Un groupe portant le même nom avait revendiqué les attaques menées par Mohammad Merah à Toulouse, en France, qui ont fait sept morts, dont des militaires et des enfants devant une école juive. Les *Soldats du califat* avaient également revendiqué des attaques

au Kazakhstan et en Afghanistan.

Ce groupe est considéré comme étant plus extrémiste que le Front al-Nosra qu'il qualifié d'ailleurs d'apostat. Selon des informations non confirmées, Il serait dirigé par un salafiste Koweïtien dénommé Abou Omar le Koweïtien, qui est venu en Syrie en provenance de Bosnie via Istanbul. Il se déplace entre Idleb, Alep et la Turquie.

The Guardian (Quotidien britannique, 8 mai 2013)

Mona Mahmoud et Ian Black

Le principal groupe d'opposition armée syrien, l'Armée syrienne libre (ASL), perd des combattants qui désertent au profit du Front al-Nosra lié à al-Qaïda. Le groupe extrémiste n'a cessé de croire ces derniers mois et beaucoup pensent que cela est principalement en raison des combattants sunnites étrangers, radicalisés par l'insurrection après l'invasion US de l'Irak en 2003, qui auraient traversé la frontière pour rejoindre les militants luttant contre les partisans chiites du président Bachar al-Assad.

Mais plus récemment, de nombreux combattants de l'ASL se joignent au Front al-Nosra en raison d'un manque d'armes et de munitions. Selon un commandant de brigade de l'ASL, quelques 3 000 hommes ont déserté au cours des derniers mois et une autre estimation indique que l'Armée syrienne libre rebelle a perdu un quart de ses combattants.

Rolling Stones (Bimestriel états-unien, 10 mai 2013)

Le vice-président Joe Biden a souligné que l'administration états-unienne actuelle était extrêmement prudente dans le dossier syrien car elle avait à l'esprit les erreurs commises à son sens lors de l'invasion et l'occupation de l'Irak en 2003.

Assurant que l'équipe du président Barak Obama avait restauré l'image des États-Unis dans le monde, M. Biden a expliqué que « *nous ne voulons pas tout gâcher comme la précédente administration l'a fait en Irak, en disant 'armes de destruction massive'* ».

Ces armes, prétexte à l'invasion de mars 2003, n'ont jamais été retrouvées après la chute du régime de Saddam Hussein.

« *Nous savons que des traces ont été retrouvées, et il s'agit probablement d'armes chimiques. Ce que nous ne savons pas encore c'est si elles ont été répandues de façon accidentelle* », par

le régime ou les rebelles, a remarqué M. Biden.

Si cet usage est confirmé, « *le président prendra certainement des mesures proportionnées* », a révélé M. Biden, sans plus de précisions.

Mais il a aussi souligné que « *quelle que soit la façon dont cela se termine, il va y avoir une instabilité politique de la Syrie pendant un certain temps, et nous voulons faire en sorte qu'il existe encore des institutions qui peuvent gouverner un pays (...)* La leçon que nous avons apprise de l'Irak et de la précédente administration (...) est qu'en gérant l'Irak, ils ont détruit toutes les institutions », a rappelé M. Biden. « *Et nous savons que nous pouvons y remédier, si nous sommes prêts à dépenser 1 000 milliards de dollars, envoyer 160 000 soldats et subir 6 000 morts, mais nous ne le pouvons pas* », a encore dit M. Biden, en allusion au bilan humain et financier de la guerre en Irak, côté états-unien.

C'est a priori la première fois qu'un haut responsable de l'exécutif établit aussi clairement le lien entre la décision d'envahir l'Irak il y a dix ans et l'attitude actuelle de Washington face à la Syrie.

Pierre Khalaf

Source
New Orient News (Liban)

Source : « La Syrie et les illusions dominatrices d'Israël », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 14 mai 2013, www.voltairenet.org/article178477.html